

O R D O N N A N C E N° 2020 - 20/244

du 25 Juillet 2020

SUR PROLONGATION DE RETENTION D'UN ETRANGER DANS UN  
ETABLISSEMENT NE RELEVANT PAS DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

dans l'affaire entre,

D'UNE PART :

Monsieur [REDACTED]  
né le 12 Juin 1988 à ORAN (Algérie)  
de nationalité Algérienne

retenu au centre de rétention de Sète dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Comparant, *par communication téléphonique*, assisté de Maître Solène PASSET, avocat commis d'office.

Appelant,

et en présence de Mohamed TRISSIA, interprète assermenté en langue arabe,

D'AUTRE PART :

1°) Monsieur PREFET DE L'HERAULT  
Place des martyrs de la Résistance  
34000 MONTPELLIER

Non représenté,

2°) MINISTERE PUBLIC :

Non représenté

Nous, Anne-Charlotte MALAFOSSE vice-présidente placée à la cour d'appel de Montpellier, délégué par ordonnance de Monsieur le premier président, plus spécialement pour les attributions dévolues par les articles L 551-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, assisté de Laurent LAPORTE, greffier,

EXPOSE DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Vu l'arrêté du 12/11/2019 de Monsieur PREFET DE LA LOIRE portant obligation de quitter le territoire national sans délai pris à l'encontre de Monsieur [REDACTED]

Vu la décision de placement en rétention administrative du 21/07/2020 de Monsieur le PREFET DE L'HERAULT de Monsieur [REDACTED] pendant 48 heures dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire.

Vu l'ordonnance du 24 Juillet 2020 à 10h07 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de MONTPELLIER qui a décidé de déclarer régulière la décision de placement en rétention administrative de M. KEBAILI Mohammed du 23 juillet 2020, et de prolonger la rétention administrative de celui-ci pour une durée de vingt-huit jours à compter du 23 juillet 2020 à 14h40,

Vu la déclaration d'appel faite le 25 Juillet 2020 par Monsieur Mohammed KEBAILI, du centre de rétention administrative de Sète, transmise au greffe de la cour d'appel de Montpellier le même jour à 09h25,

Vu les avis adressées le 25 Juillet 2020 à Monsieur PREFET DE L'HERAULT, par courriel à l'intéressé, à son conseil et au Ministère public, par télécopie, les informant que l'audience sera tenue ce jour à 15 H 30,

*Dans le cadre de la crise sanitaire et de l'état d'urgence sanitaire dus à la pandémie au coronavirus COVID - 19, et durant cette période, par application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété,*

*En son article 7 : « Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience « ou l'audition » se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des « des personnes y participant » et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.*

*En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats « , ou la personne à auditionner, » par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.*

*Dans les cas prévus au présent article, « les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou à l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts. »*

*« Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré. »*

### PRETENSIONS DES PARTIES

Par le truchement de Mohamed TRISSIA, interprète, Monsieur [REDACTED] confirme son identité telle que mentionnée dans l'ordonnance entreprise et déclare : " La première fois que je suis venue en France c'était à Paris, c'est un ami qui m'a fourni une attestation de hébergement, après je suis parti à St Etienne, [REDACTED] je me suis rapproché d'associations afin de demander l'asile. Je suis venu ensuite à Montpellier, ou j'ai continué mes démarches d'asile auprès d'associations. J'ai contacté la CIMADE et le CADA, ils m'ont dit de réunir des pièces. C'est durant cette période que j'ai été [REDACTED] C'est la CIMADE qui m'a orienté vers une adresse postale à Montpellier pour que me soit adressé du courrier. Je n'ai pas d'enfant. Je n'ai pas de famille en France, mon père est décédé, ma famille est en Algérie. Mon projet est de continuer de faire des démarches pour m'installer en France. Je suis menacé en Algérie. Je comprend un petit peu le français "

L'avocat, Me Solène PASSET développe les moyens de l'appel formé contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a prolongé le maintien en rétention de l'étranger.

Monsieur le représentant de Monsieur PREFET DE L'HERAULT n'a pas comparu et n'a pas fait valoir d'observation.

### SUR QUOI

#### Sur la régularité de la procédure :

Il résulte des dispositions de l'article L.624-1 du CESEDA que : *"Tout étranger qui, faisant l'objet d'un arrêté, d'expulsion, d'une mesure de reconduite à la frontière, d'une obligation de quitter le territoire français, d'une interdiction administrative du territoire ou d'une interdiction judiciaire du territoire, se sera maintenu irrégulièrement sur le territoire français sans motif légitime après avoir fait l'objet d'une mesure régulière de placement en rétention ou d'assignation à résidence ayant pris fin sans qu'il ait pu être procédé à son éloignement, sera puni d'un an d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende"*

Ces dispositions imposent donc, comme condition de placement en garde à vue, que soit établis, non seulement la situation irrégulière de l'intéressé, mais aussi le fait qu'il ait préalablement fait l'objet d'une mesure de placement en rétention ou d'assignation à résidence non suivie d'éloignement.

Au cas d'espèce, si lors de son interpellation, Monsieur [REDACTED] signifié spontanément être en situation irrégulière sur le territoire français et que l'inscription sur le Fichier des Personnes Recherchées le confirmait, aucun élément de la procédure ne permet d'établir qu'il avait fait l'objet d'une quelconque mesure de rétention ou d'assignation à résidence préalable.

Le placement en garde à vue de Monsieur [REDACTED] est donc irrégulier.

Cette irrégularité fait nécessairement grief à l'intéressé en ce qu'il s'est trouvé privé de liberté durant cette période de garde à vue et que celle-ci a été suivie d'une rétention administrative.

Cette irrégularité affecte l'ensemble de la procédure subséquente et la mesure de rétention administrative, qui a immédiatement suivi la garde à vue, ne saurait se prolonger.

En conséquence, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens soulevés, la procédure sera déclarée irrégulière et la requête du Préfet sera rejetée.

**PAR CES MOTIFS :**

Statuant publiquement,

**Accueillons** le moyen de nullité tiré de l'irrégularité du placement en garde à vue,

**Déclarons** la procédure irrégulière,

**Infirmos** la décision déférée,

**Ordonnons** la remise en liberté de Monsieur **M. [REDACTED]**

**Lui rappelons** qu'il a l'obligation de quitter le territoire national,

**Disons** que la présente ordonnance sera notifiée conformément à l'article R 552-15 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile,

Fait à Montpellier, au palais de justice, notifiée par communication téléphonique à Monsieur **[REDACTED]** le 25 Juillet 2020 à 15 h30 .

Le greffier,

Le magistrat délégué,

sur copie conforme  
Le Greffier en chef

